

Déclaration liminaire
de l'administratrice représentant les personnels d'encadrement
CA ONF du 28 novembre 2019

Des actes ! Des actes ! Des actes !

Je me permets de reprendre les mots du Président de la République Française lors du sommet du G7 à Biarritz dans une intervention où il fustigeait l'inaction du Brésil face aux incendies de forêt en Amazonie.

La France pourrait donner des leçons de politique forestière aux autres pays si elle était exemplaire chez elle. Mais **où sont les actes pour la forêt française** ? Où est la politique forestière ambitieuse pour faire face aux enjeux économiques, écologiques, climatiques, sociaux auxquels est et sera confrontée la forêt en métropole et dans les DOM ?

Où sont les actes quand il faut au gouvernement un an pour nommer un directeur général à l'ONF ?

Où sont les actes quand, six mois après la parution d'un rapport sur l'ONF, aucune discussion n'est engagée avec les différents partenaires et aucune décision stratégique n'est annoncée ?

Où sont les actes quand aucun membre du gouvernement n'est venu se rendre compte sur place des effets de la crise sanitaire ?

Où sont les actes quand, pour faire face à la pire crise sanitaire qu'ait connue la forêt française, le gouvernement annonce un plan d'urgence de 16 M€, alors que l'Allemagne en débloque 800 ?

Où sont les actes quand la seule perspective pour les forestiers, privés comme publics, est de devoir se débrouiller avec toujours moins de monde alors que les enjeux n'ont jamais été aussi importants ?

Où sont les actes quand la France consacre 530 €/ha/an à l'agriculture et seulement 38 €/ha/an aux forêts, qui couvrent 30 % du territoire métropolitain ?

La liste serait encore très longue mais je m'exprimerai plus précisément lors de la présentation des points inscrits à l'ordre jour.

La forêt est à une charnière de son évolution face aux changements globaux, dans un environnement fortement impacté par la démographie et les activités humaines. **La forêt publique, bien commun de la Nation, a besoin d'une mobilisation générale.**

L'avenir de la forêt française et des 400000 emplois qui en dépendent se décide maintenant ! Le désintérêt ressenti du gouvernement pour la forêt est inversement proportionnel avec l'intérêt des médias et des français pour leur forêt. Devant les Parlementaires le 7 novembre dernier, tous les intervenants des espaces forestiers ont été unanimes : **il faut investir maintenant pour la Forêt de demain !**

Au-delà des paroles, il faut maintenant des actes pour la forêt française. Il y a urgence !